

Affaires économiques et sociales

Service des Classes moyennes-Economie-Emploi. - Modification du règlement relatif aux conditions d'exploitation et aux heures d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications.

Anderlecht, le 24 septembre 2015

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, notamment les articles 6 et 18;

Vu la délibération du Conseil communal du 13 septembre 2007 approuvant le règlement communal relatif aux heures d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 février 2008 modifiant les critères d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications repris dans l'article 2 du règlement communal précité (refus de permis dans un rayon de 300m, dans une zone résidentielle et sur base d'un rapport de police relatif à l'ordre public);

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mars 2010 modifiant l'article 6 du règlement communal approuvé par le Conseil communal le 13 septembre 2007 relatif aux heures d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications (interdire l'accès au consommateur pour les bureaux privés de télécommunications avant 05h00 et après 23h00);

Vu que ledit règlement communal concerne non seulement les heures d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications, mais également les conditions d'exploitation et les critères d'ouverture de ces commerces, il est souhaitable de modifier le titre dudit règlement;

Vu qu'en plus les critères d'ouverture des commerces concernés dans l'article 2 dudit règlement, approuvé par le Conseil communal du 28 février 2008, ont été omis lors de la modification dudit règlement par le Conseil communal du 25 mars 2010, il s'avère indispensable de les rajouter dans le présent règlement;

Le tableau, repris ci-dessous, compare l'article 2 de la version du 25 mars 2010 au présent règlement;

Conseil du 25 mars 2010	Conseil du 24 septembre 2015
Article 2	
Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut refuser d'accorder l'autorisation d'ouvrir un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées à la localisation de l'établissement ou au maintien de l'ordre	Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut refuser d'accorder un permis d'urbanisme pour l'ouverture d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées à la localisation de l'établissement ou au

<p>public.</p> <p>Il se fonde pour ce faire sur un avis du service de la Police portant sur les risques de troubles de l'ordre public qu'un tel commerce peut engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques ainsi que sur un avis du service de Sécurité et d'Hygiène de la commune.</p>	<p>maintien de l'ordre public, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un rayon de 300 mètres par rapport à un magasin de nuit ou à un bureau privé pour les télécommunications existant; • dans une zone d'habitation à prédominance résidentielle (à vérifier sur «www.mybrugis.irisnet.be» dans le P.R.A.S ; • sur base d'un rapport de police relatif au maintien de l'ordre public. <p>Il se fonde pour ce faire sur un avis du service de la Police portant sur les risques de troubles de l'ordre public à l'endroit d'implantation qu'un tel commerce pourrait engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques (ainsi que sur un avis du service de Sécurité et d'Hygiène de la commune).</p>
---	--

Vu que ce règlement a été transmis pour information au Ministre de l'Economie de la Région de Bruxelles-Capitale et qu'aucune remarque n'a été faite sur celui-ci;

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver :

- le règlement communal tel qu'il figure au dossier et qui entrera en vigueur le cinquième jour de sa publication et abrogera l'ensemble des règlements existants concernant la réglementation sur les magasins de nuit et les bureaux privés pour les télécommunications

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Par ordonnance :
Le secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

M. VERMEULEN

E. TOMAS



COMMUNE D'ANDERLECHT

Règlement communal relatif aux conditions d'exploitation et aux heures d'ouverture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications

Article 1

L'ouverture ou, le cas échéant la reprise d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, est soumise à l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 2

Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut refuser d'accorder un permis d'urbanisme pour l'ouverture d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées à la localisation de l'établissement ou au maintien de l'ordre public, à savoir:

- dans un rayon de 300 mètres par rapport à un magasin de nuit ou à un bureau privé pour les télécommunications existant;
- dans une zone d'habitation à prédominance résidentielle (à vérifier sur «www.mybrugis.irisnet.be» dans le P.R.A.S ;
- sur base d'un rapport de police relatif au maintien de l'ordre public.

Il se fonde pour ce faire sur un avis du service de la Police portant sur les risques de troubles de l'ordre public à l'endroit d'implantation qu'un tel commerce pourrait engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques (ainsi que sur un avis du service de Sécurité et d'Hygiène de la commune).

Article 3

Le Collège des Bourgmestre et Échevins refuse d'accorder l'autorisation d'ouvrir ou, le cas échéant, la reprise d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, si le demandeur n'est pas en ordre avec le règlement communal relatif à l'impôt y afférent.

Article 4

Pour être considéré comme un bureau privé pour les télécommunications, l'exploitation ne peut faire l'objet d'une mise en vente de denrées alimentaires, ni d'autres produits. Néanmoins, la présence d'un distributeur de boissons non-alcoolisées et/ou de friandises à consommer sur place, est admise.

Article 5

Par dérogation à l'article 6 c) de la loi du 10 novembre 2006, relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les magasins de nuit avant 18 heures et après 01 heures du dimanche au jeudi et avant 18 heures et après 03 heures les vendredis et samedis.

Article 6

Par dérogation à l'article 6 d) de la loi du 10 novembre 2006, relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les bureaux privés pour les télécommunications avant 05 heures et après 23 heures.

Article 7

Toute autre requête relative à une modification d'horaire, différente aux heures d'ouvertures:

- des magasins de nuit, prévue dans l'article 6 c) de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ou
- des bureaux privés pour les télécommunications, prévue dans l'article 6 du présent règlement

est soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Échevins, sur base d'un avis de Police tel que décrit dans l'article 2.

Article 8

Aucune exploitation ne peut faire l'objet simultanément d'un magasin de nuit et d'un bureau privé pour les télécommunications.

Article 9

Chaque requête d'ouverture ou, le cas échéant de reprise, de magasin de nuit ou de bureau privé pour les télécommunications doit être accompagnée:

- des statuts de la société avec le cachet du Greffe;
- de la pièce d'identité de l'exploitant;
- de l'attestation d'affiliation au guichet d'entreprise de l'exploitation concernée;
- d'une attestation de conformité au Règlement Général des Installations Électriques, délivré par un organisme agréé;
- d'une copie de l'assurance RC - incendie & explosion en cours de validité;
- d'une copie de la licence de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) pour les bureaux privés de télécommunications uniquement.

Article 10

Aucune cabine de télécommunication ne peut être établie en vitrine des bureaux privés pour les télécommunications. Les vitrines extérieures des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications ne peuvent être occultées sur plus de 20 % de leur surface.

Article 11

L'observation des dispositions du présent règlement ne dispense pas de se conformer aux réglementations en la matière, notamment:

- des lois coordonnées du 3 avril 1953 concernant les débits de boissons fermentées et leurs arrêtés d'exécution;
- de la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses et ses arrêtés d'exécution;
- de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces même circonstances et ses arrêtés d'exécution;
- de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services;
- du Plan Régional d'Affectation du Sol du 3 mai 2001 et ses modifications ultérieures;
- de l'arrêté du 12 décembre 2003 déterminant les changements d'utilisation soumis au permis d'urbanisme et ses modifications ultérieures;
- du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 09 avril 2004 et ses modifications ultérieures;
- des règlements régionaux et communaux d'urbanisme en vigueur;
- des lois sociales relatives à la mise au travail du personnel.

Article 12

En cas d'infraction ou de non respect à ce règlement et en application de l'article 18 § 3 de la loi du 10 novembre 2006, un arrêté de police du Bourgmestre pourra ordonner la fermeture du magasin de nuit ou, le cas échéant du bureau privé pour les télécommunications.

Article 13

Le présent règlement a été envoyé pour avis au Service Public Régional de Bruxelles - Économie et Emploi, avant son adoption par le Conseil Communal.

Article 14

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour de sa publication et abrogera les règlements actuellement en vigueur pour les mêmes sujets.

Economische en Sociale Zaken

Dienst Middenstand-Economie-Tewerkstelling. Wijziging van het reglement met betrekking tot de uitbatingvoorwaarden en de openingsuren van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie.

Anderlecht, 24 september 2015

HET COLLEGE TOT DE RAAD.

Dames en heren,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, in het bijzonder de artikelen 6 en 18;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 september 2007 die het gemeentelijk reglement aangaande de openingsuren van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie goedkeurde;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 februari 2008 die de criteria wijzigt voor het openen van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie, hernomen in artikel 2 van voornoemd gemeentelijk reglement, goedkeurde (vergunning weigeren binnen een straal van 300m, in een residentiële zone en op basis van een politierapport omtrent het behoud van de openbare orde);

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 maart 2010 die het artikel 6 van het gemeentelijk reglement aangaande de openingsuren van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie, goedgekeurd op 17 september 2007, wijzigt (toegang voor de consument verbieden in de private bureaus voor telecommunicatie voor 05.00 uur en na 23.00 uur);

Aangezien het gemeentelijk reglement niet alleen de openingsuren van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie betreft, maar tevens de uitbatingvoorwaarden en de criteria voor het openen van deze handelszaken, is het wenselijk de titel van het reglement te wijzigen;

Aangezien de wijzigingen van de criteria voor het openen van desbetreffende handelszaken hernomen in artikel 2 van voornoemd reglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van 28 februari 2008, vergeten werden tijdens de wijziging van voornoemd reglement door de gemeenteraad van 25 maart 2010, is het noodzakelijk deze aan het huidige reglement toe te voegen;

De onderstaande tabel vergelijkt artikel 2 van de versie van 25 maart 2010 met huidig reglement;

Gemeenteraad van 25 maart 2010	Gemeenteraad van 24 september 2015
Artikel 2	
Het college van burgemeester en schepenen kan weigeren om een vergunning te verlenen voor het openen van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie wegens gegronde redenen gebaseerd op	Het college van burgemeester en schepenen kan weigeren om een vergunning te verlenen voor het openen van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie wegens gegronde redenen gebaseerd op

<p>overwegingen in verband met de ligging van de zaak of met het behoud van de openbare orde.</p> <p>Daartoe baseert het zich op een advies van de politiedienst over de risico's voor verstoring van de openbare orde die een dergelijke handelzaak kan veroorzaken en over de eventuele aanbevelingen om deze risico's te vermijden, alsook op een advies van de gemeentedienst Veiligheid en Hygiëne.</p>	<p>overwegingen in verband met de ligging van de zaak of met het behoud van de openbare orde, nl.:</p> <ul style="list-style-type: none"> • binnen een straal van 300 m van een bestaande nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie; • binnen een bebouwde zone beschouwd als overheersend residentieel (na te zien op "www.mybrugis.irisnet.be" in de B.B.B.P. • op basis van een politierapport omtrent het behoud van de openbare orde. <p>Daartoe baseert het zich op een advies van de politiedienst over het bestaan van verstoring van de openbare orde op de vestigingsplaats dat zo'n dergelijke handelzaak kan veroorzaken en over de eventuele aanbevelingen om deze risico's te vermijden (alsook op een advies van de gemeentedienst Veiligheid en Hygiëne).</p>
--	---

Aangezien dit reglement ter informatie werd voorgelegd aan de minister van Economie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat er geen enkele opmerking werd op gegeven;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, goed te keuren:

het gemeentelijk reglement zoals het zich in het dossier bevindt, en dat in voege zal treden op de vijfde dag na zijn publicatie, en dat al de huidige gemeentelijke reglementen en bepalingen over nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie zal afschaffen.

Onderhavige beraadslaging zal onderworpen worden aan de bevoegde toezienende overheden.

Op last :

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

VERMEULEN

E. TOMAS



GEMEENTE ANDERLECHT

Gemeentelijk reglement met betrekking tot de uitbatingvoorwaarden en de openingsuren van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie

Artikel 1

De opening of desgevallend de overname van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie wordt onderworpen aan een voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 2

Het college van burgemeester en schepenen kan weigeren om een vergunning te verlenen voor het openen van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie wegens gegronde redenen gebaseerd op overwegingen in verband met de ligging van de zaak of met het behoud van de openbare orde, nl.:

- binnen een straal van 300 m van een bestaande nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie;
- binnen een bebouwde zone beschouwd als overheersend residentieel (na te kijken op "www.mybrugis.irisnet.be" in de B.B.B.P.
- op basis van een politierapport omtrent het behoud van de openbare orde.

Daartoe baseert het zich op een advies van de politiedienst over het bestaan van verstoring van de openbare orde op de vestigingsplaats die een dergelijke handelszaak kan veroorzaken en over de eventuele aanbevelingen om deze risico's te vermijden (alsook op een advies van de gemeentedienst Veiligheid en Hygiëne).

Artikel 3

Het college van burgemeester en schepenen weigert de toestemming te verlenen tot het uitbaten, of desgevallend, overnemen, van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie, als de aanvrager niet in orde is met het desbetreffende gemeentelijk belastingreglement.

Artikel 4

Om erkend te worden als een privaat bureau voor telecommunicatie mag de uitbating geen voedingsmiddelen, noch andere producten verkopen. Niettemin is de aanwezigheid van een niet-alcoholhoudende drankautomaat en/of een snoepautomaat voor plaatselijk gebruik toegestaan.

Artikel 5

In afwijking van 6 c) van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, wordt de toegang voor de consument in de nachtwinkels verboden voor 18u.00 en na 01u.00, van zondag tot donderdag en voor 18u.00 en na 03u.00 op vrijdag en op zaterdag.

Artikel 6

In afwijking van artikel 6 d) van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, wordt de toegang voor de consument in de private bureaus voor telecommunicatie verboden voor 05u00 en na 23.00

Artikel 7

Enig ander verzoek tot wijziging van het uurrooster verschillend van de openingsuren:

- van de nachtwinkels voorzien in artikel 6 c) van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;
- van de private bureaus voor telecommunicatie voorzien in artikel 6d) van onderhavig reglement

is onderworpen aan een voorafgaande vergunning van het college van burgemeester en schepenen en gebaseerd op een politieadvies zoals beschreven in artikel 2.

Artikel 8

Geen enkele uitbating kan tegelijkertijd een nachtwinkel en een privaat bureau voor telecommunicatie zijn.

Artikel 9

Iedere aanvraag tot opening of desgevallend tot overname van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie moet vergezeld zijn van:

- de statuten van het bedrijf voorzien van de stempel van de griffie;
- het identiteitsbewijs van de uitbater;
- het aansluitingsattest van de uitbater aan een ondernemingsloket van de desbetreffende uitbating;
- een gelijkvormigheidsattest volgens het Algemeen Reglement van Elektrischeinstallaties, afgeleverd door een erkend organisme;
- een kopie van de geldige verzekering BA - Brand & Ontploffingen;
- een kopie van de licentie van het Belgisch Instituut der Posterijen en Telecommunicatie (BIPT), enkel voor private bureaus voor telecommunicatie.

Artikel 10

Geen enkele telecommunicatiecabine mag opgesteld worden in de etalage van de private bureaus voor telecommunicatie. De buitenzijde van de etalages van de nachtwinkels en de private bureaus voor telecommunicatie mogen slechts tot 20 % afgeschermd worden.

Artikel 11

De naleving van de bepalingen van onderhavig reglement verleent geen vrijstelling voor de naleving van de andere reglementeringen hierover, namelijk:

- de gecoördineerde wetsbepalingen van 3 april 1953 inzake de slijterijen van gegiste dranken en hun uitvoeringsbesluiten ;
- de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht alsook zijn uitvoeringsbesluiten;
- de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen alsook zijn uitvoeringsbesluiten;
- de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;
- het bodembestemmingsplan van 3 mei 2001;
- het besluit van 12 december 2003 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik, alsook de latere wijzigingen ervan ;
- het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 ;
- de van kracht zijnde gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen ;
- de sociale wetgeving aangaande de tewerkstelling van het personeel.

Artikel 12

In geval van inbreuk of niet naleving van huidig reglement en in toepassing van artikel 18 § 3 van de wet van 10 november 2006, kan bij politiebepaling vanwege de burgemeester de sluiting van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie opgelegd worden.

Artikel 13

Huidig reglement werd ter advies verstuurd naar het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Economie en Tewerkstelling, voor zijn goedkeuring door de gemeenteraad.

Artikel 14

Huidig reglement zal in voege treden de vijfde dag na zijn publicatie en zal alle in voege zijnde reglementen met dezelfde onderwerpen afschaffen.